

IMPÔT SUR LES REVENUS DE L'ANNÉE 2020
AVIS DE SITUATION DÉCLARATIVE ÉTABLI EN 2021

Détail des revenus	Déclar. 1	Total
Salaires.....	20213	
Déduction 10% ou frais réels.....	- 2021	
Pensions alimentaires perçues.....	6000	
Abattement spécial de 10%.....	- 600	
Salaires, pensions, rentes nets.....	23592	23592
Revenu brut global.....		23592
Revenu imposable.....		23592
Impôt sur les revenus soumis au barème ¹⁴		0
Montant net de votre imposition.....		0
IMPOT NET		
Total de l'impôt sur le revenu net.....		0
CALCUL DU SOLDE DE VOTRE IMPOT POUR 2020 :		
IMPOT SUR LE REVENU		
Impôt sur le revenu 2020 dû ¹⁵		0
Au vu des éléments que vous avez déclarés, vous n'êtes pas imposable à l'impôt sur le revenu.		
INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES		
Revenu fiscal de référence ¹⁶		23592
PLAFOND EPARGNE RETRAITE Le plafond disponible pour la déduction des cotisations versées en 2021, pour la déclaration des revenus à souscrire en 2022 est de :		
Plafond total de 2019.....	Déclar. 1 15810	
Plafond non utilisé pour les revenus de 2018.....	3923	
Plafond non utilisé pour les revenus de 2019.....	+ 3973	
Plafond non utilisé pour les revenus de 2020.....	+ 4052	
Plafond calculé sur les revenus de 2020.....	+ 4114	
Plafond pour les cotisations versées en 2021.....	= 16062	

SITUATION DU FISCAL	C	T	RÉSIDENCE EXCLUSIVE		RÉSIDENCE ALTERNÉE		ENFANTS MAJEURS CÉLIBATAIRES	ENFANTS MARIÉS	PERSONNES RECUEILLIES HANDICAPÉES	NOMBRE DE PARTS
			ENFANTS MINEURS OU HANDICAPÉS	DONT ENFANTS HANDICAPÉS	ENFANTS MINEURS OU HANDICAPÉS	DONT ENFANTS HANDICAPÉS				
	C	T	3							3.5

IMPÔT SUR LES REVENUS DE L'ANNÉE 2020

AVIS DE SITUATION DÉCLARATIVE ÉTABLI EN 2021

POUR JUSTIFIER DE VOS REVENUS ET CHARGES AUPRÈS DES TIERS

Retrouvez cet avis
sur impots.gouv.fr
Pour vos démarches,
pas besoin d'original :
il suffit de fournir une
photocopie, vérifiable sur
impots.gouv.fr/verifavis

MME ROUSSEAU CAMILLE
ETG 2
82 RUE HAXO
75020 PARIS


Vos références

Numéro fiscal (C) : 0025785595024

Référence du document : 21 B2 1387845 76
Adresse d'imposition au 01/01/2021 :
ETG 2
82 RUE HAXO
75020 PARIS

Numéro FIP 755 65 14 2531468789 4
Numéro d'ordre : 1
Date d'établissement : 06/06/2021

Vos contacts

 Par messagerie sécurisée
dans votre espace particulier sur
impots.gouv.fr

 Par téléphone
au 0 809 401 401 *
du lundi au vendredi, de 8h30 à 19h

 Sur place
auprès de votre centre des finances publiques
(horaires sur impots.gouv.fr, rubrique
« Contact »)

* (service gratuit + coût de l'appel)

Somme qu'il vous reste à payer

0,00 €

Vous n'avez rien à payer au titre des revenus de 2020.

Revenu fiscal de référence : 23 592
Nombre de parts : 3.5

Plus de détails dans la (les) page(s) suivante(s).

Pour retrouver toutes les informations relatives à votre prélèvement à la source (taux, options...) rendez-vous sur
le service « Gérer mon prélèvement à la source » accessible dans votre espace particulier sur impots.gouv.fr.

Si vous souhaitez contester le montant de votre impôt, vous pouvez effectuer une réclamation sur votre messagerie sécurisée sur impots.gouv.fr ou par courrier adressé à votre centre des finances publiques avant le 31 décembre 2022 (dans les conditions prévues aux articles R* 190-1 et R* 196-1 du livre des procédures fiscales). Si l'impôt fait suite à une procédure de reprise ou de rectification, vous pouvez le contester dans le délai, s'il est plus favorable, dont dispose l'administration pour adresser sa proposition de rectification (article R* 196-3 du livre des procédures fiscales). Ce délai expire, sauf exception, le 31 décembre de la 3^e année suivant celle au cours de laquelle est intervenue la proposition de rectification.

Indépendamment des sanctions fiscales encourues le cas échéant, le fait pour une personne de se faire délivrer inlicitement par une administration publique, par quelque moyen frauduleux que ce soit, un document destiné à constater un droit, une identité ou une qualité ou à accorder une autorisation est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 € d'amende en vertu des dispositions de l'article 441-II du code pénal.
Est puni des mêmes peines le fait de fournir une déclaration mensongère en vue d'obtenir d'une administration publique ou d'un organisme chargé d'une mission de service public une allocation, un paiement ou un avantage indu.